

# Cancel culture

Source  
Wikipédia

La **cancel culture** (**culture de l'annulation**), ou **call-out culture** (**culture de la dénonciation**), est une pratique née aux États-Unis consistant à dénoncer publiquement, en vue de leur ostracisation, des individus, groupes ou institutions responsables d'actions, comportements ou propos perçus comme problématiques.

Cette pratique, avatar du politiquement correct, qui se rencontre dans le monde physique et sur les médias sociaux, suscite la controverse.

Source  
lepoint.fr  
Louis Chahuneau  
13 février 2018

## 1. Justine Sacco, histoire d'un lynchage en ligne

L'Américaine s'était mis des milliers d'internautes à dos et avait été virée de son travail après un tweet provocateur. Récit d'une descente aux enfers.

Une vie brisée en quelques heures. Onze heures, pour être précis, le temps d'un vol de Londres-Heathrow au Cap en Afrique du Sud. En une demi-journée, Justine Sacco, 30 ans, directrice d'un service de relations publiques à la société d'éditeur IAC, a subi un lynchage médiatique. Elle a beaucoup perdu ce jour-là : son travail, sa vie privée, sa dignité, et même le soutien de sa famille.

Tout a commencé par une mauvaise blague sur son compte Twitter. À l'époque, Justine a l'habitude de donner dans l'humour sur le réseau social. Ses abonnés ne répondent jamais à ses boutades. « Une humoriste dans une salle vide », comme la qualifie le journaliste gallois Jon Ronson. Le 20 décembre 2013, Justine Sacco s'essaye à la provocation : « Départ pour l'Afrique. Espère ne pas choper le sida. Je déconne. Je suis blanche ! », tweete-t-elle à l'aéroport. Le compte de Justine n'est pas très suivi : 170 abonnés à tout casser. Mais il a suffi qu'un journaliste de *Gawker*, Sam Biddle, repère et partage le message avec ses 15 000 abonnés pour que la Toile s'enflamme.



### Frénésie

Pendant que Justine Sacco s'endort paisiblement à plusieurs kilomètres d'altitude, Twitter explose. Les messages pleuvent. « Au vu du tweet répugnant et raciste de @Justine-Sacco, je fais un don à @care today », peut-on y lire. Ou encore « Comment est-ce possible que @JustineSacco soit devenue attachée de presse ? Son niveau d'ignorance raciste est à la hauteur de Fox News. Le #Sida peut affecter n'importe qui ! » Le compte de Justine Sacco passe de 170 à 8000 abonnés en quelques heures. Le lynchage rassemble tout type de personnes : des philanthropes qui en profitent pour donner de l'argent aux associations de lutte contre le sida, des anti-racistes indignés, ou encore

Donald Trump, alors simple homme d'affaires, qui n'en rate pas une pour donner son avis. Flairant la bonne affaire, une entreprise de connectivité en avion en profite pour se faire de la pub.

#HasJustineLandedYet- Justine, what the hell are you doing, are you crazy? Not nice or fair! I will support @AidForAfrica. Justine is FIRED!

— Donald J. Trump (@realDonaldTrump) 22 décembre 2013

Next time you plan to tweet something stupid before you take off, make sure you are getting on a @Gogo flight! CC: @JustineSacco

— Gogo (@Gogo) 21 décembre 2013

### « Là, t'es en top tendance sur Twitter »

Des internautes s'étonnant du silence de Justine Sacco lancent le hashtag #HasJustineLandedYet qui se retrouve propulsé en tendance mondiale. Alerté, l'employeur de Justine, IAC, condamne les propos de sa salariée sur Twitter. Les réactions se font de plus en plus violentes : « On est sur le point de voir cette salope de @JustineSacco se faire virer. En temps réel. Avant qu'elle le sache elle-même. » À la demande d'un utilisateur, un homme se rend à l'aéroport du Cap pour photographier la nouvelle cible des réseaux sociaux à son débarquement.

De son côté, Justine émerge d'une longue sieste. Elle allume machinalement son portable en atteignant le tarmac. C'est là que les premiers signes étranges apparaissent. D'abord un texto d'une amie du lycée, perdue de vue depuis longtemps : « Je suis tellement désolée de voir ce qu'il t'arrive. » Suivi d'un second message, encore plus inquiétant et envoyé par sa meilleure amie Hannah : « Appelle-moi immédiatement. » Les SMS, les notifications saturent le téléphone, jusqu'à l'appel de Hannah. Au téléphone, elle lui dit : « Là, t'es en top tendance sur Twitter. »

De son côté, Justine Sacco se dépêche de supprimer son tweet et son compte. « Désolé @JustineSacco, ton tweet va vivre à jamais », la prévient une abonnée. C'est vrai. Le mal est fait. Son employeur IAC s'est rangé du côté des internautes et l'a renvoyée. Au Cap, les vacances de rêve se transforment rapidement en cauchemar. Les salariés de l'hôtel où réside Justine menacent de faire grève. À la réception, on lui explique qu'on ne peut pas garantir sa sécurité.

Justine doit rendre visite à de la famille, des activistes du Congrès national africain (le parti de Nelson Mandela) qui milite pour l'équité raciale. Lorsqu'elle arrive chez eux, sa tante lui lâche : « Ce ne sont pas les valeurs de notre famille. Maintenant, par association, tu as presque ruiné notre réputation. » Entre le 20 décembre et la fin du mois, le nom de Justine Sacco est tapé 1,2 million de fois sur Google. Une rumeur commence à circuler sur Justine : elle serait la fille de Desmond Sacco, un patron de l'industrie minière en Afrique du Sud, et donc l'héritière d'une fortune de 4,8 milliards de dollars. C'est faux, mais les internautes s'en moquent.

### Traumatisme

Le journaliste Jon Ronson a rencontré la jeune femme à New York trois semaines après son lynchage médiatique. Il a recueilli son témoignage pour son livre sur l'humiliation publique, *La Honte* (éditions Sonatine, 2018), qui vient d'être publié en France. Justine Sacco a accepté de lui raconter sa détresse psychologique. Et à lui seul. « Seul un dingue pourrait croire que les Blancs ne peuvent pas attraper le sida. C'était une blague sur une situation urgente qui existe réellement dans l'Afrique du Sud post-apartheid, et à laquelle nous ne prêtons pas attention. Pour dire les choses simplement, je n'essayais pas de provoquer une prise de conscience à propos du sida, ni d'emmerder le monde, ni de foutre ma vie en l'air. Le fait de vivre en Amérique nous place dans une sorte de bulle vis-à-vis de ce qui se passe dans le tiers-monde. C'est de cette bulle dont je me moquais. »

J'ai pleuré sans interruption pendant 24 heures. C'était traumatisant. On ne dort plus. On se réveille en pleine nuit sans savoir où on est. Tout d'un coup, on ne sait plus ce qu'on est censé faire. On n'a plus d'emploi du temps. Je suis célibataire. Mais ce n'est pas comme si je pouvais rencontrer quelqu'un, parce qu'on fait des recherches sur Google chaque fois qu'on a un rendez-vous. Donc, ça

aussi on me l'a volé. Comment vais-je faire de nouvelles connaissances ? »

**« Je le referais encore » (Sam Biddle)**

Jon Ronson s'est aussi demandé si Google avait gagné de l'argent grâce à l'humiliation de Justine Sacco. Selon ses recherches avec l'économiste Jonathan Hersh, le moteur de recherches aurait gagné 120 000 dollars uniquement grâce à ce lynchage. Quant au journaliste Sam Biddle, interrogé par Jon Ronson, il a déclaré : « Le fait qu'elle était responsable des relations publiques rendait ça délicieux. Je le referais encore. »

Un an plus tard, après un voyage en Éthiopie pour une ONG, Justine Sacco est revenue à New York. Elle a retrouvé du travail dans le groupe de sites de rencontres Match et même rencontré son bourreau, Sam Biddle. Il s'est finalement excusé en face d'elle et a même publié un billet sur son blog pour célébrer son courage. Justine, elle, n'a plus Twitter. Elle ne donne plus d'interview aux journalistes, « pour avancer et cesser de ressasser le passé ». Tout ce qu'elle souhaite, c'est qu'un jour, son profil LinkedIn redevienne le premier lien à apparaître sur Google.

Source  
The Conversation  
Yannick Chatelain  
11 août 2020

## 2. La « cancel culture » ou comment lyncher sans réfléchir sur les réseaux sociaux

« Nouvelle censure » selon *Le Nouvel Obs*, débat « impossible » s'interroge France Culture, la *Cancel Culture* fait grincer des dents en France.

Située dans la même mouvance que le « call out » ou culture de la délation, très présente aux États-Unis, cette tendance trouverait son origine dans les affiches « Wanted » omniprésentes dans les Westerns, comme le relève le politologue Jean-Eric Branaa.

La *Cancel Culture*, issue du verbe anglais « cancel » : « supprimer », « éliminer », « retirer »... pourrait se traduire par la culture de l'élimination appliquée à des hommes et/ou des organisations. Cette pratique préexistait ipso-facto bien avant sa dénomination « officielle ». Elle s'est paradoxalement concrétisée dans un monde dématérialisé.

L'emploi du verbe anglais cancel au sens de la *cancel culture* remonte à 2015, mais son utilisation ne s'est popularisée comme le note Jesse Kinos Goodin qu'en 2018 après les événements liés au phénomène #MeToo en 2017.

### Un phénomène qui fait suite à des mouvements sociétaux

L'année 2017 a en effet marqué un tournant, grâce au mouvement « #Me Too » qui a libéré la parole des femmes d'une part, et l'affaire Harvey Weinstein de l'autre, mettant en cause ce producteur hollywoodien pour ses agressions sexuelles.

Or, ces campagnes légitimes contre la prédation sexuelle ont aussi donné lieu à des attaques ad hominem, des lynchages, visant à l'humiliation publique de tel ou tel individu.

À titre d'illustration Sandra Muller, la Française qui avait lancé le hashtag #Balancetonporc a été condamnée en 2019 pour avoir diffamé l'homme qu'elle accusait de harcèlement. Le tribunal ayant estimé qu'elle avait « manqué de prudence » avec son Tweet et qu'elle avait « dépassé les limites admissibles de la liberté d'expression, ses propos dégénéralant en attaque personnelle ».

### Une logique d'attaque et d'adhésion contrainte

C'est bien cette logique, attaques personnelles et usages intempestifs des réseaux sociaux, qui est au cœur de la *Cancel Culture*. De manière paradoxale, sous couvert de « libérer la parole » cette dernière s'éloigne de la liberté d'expression. Cette *Culture* ne tolère nul débat autre que l'adhésion tout en ouvrant la porte à la délation et à l'ostracisation.

Ainsi, la pratique de la *Cancel Culture* va viser à faire adhérer des individus à une cause sous peine d'être soupçonnés de soutenir, voire d'être complice de ce qui est dénoncé.

Ce phénomène d'adhésion comportementale « forcée » a pu se retrouver dans le mouvement « Black Lives Matter » dont l'ampleur a été renouvelée avec l'affaire George Floyd.

Par exemple l'ex-joueur de tennis Yannick Noah a déclaré regretter le silence des sportifs blancs.

« C'est bien que les jeunes s'en occupent mais moi ce qui me gêne c'est que ce sont tous des métis ou des noirs »

Ce propos montre ici qu'il est implicitement demandé aux sportifs blancs de renom – ayant une

facilité d'accès aux médias – de prendre position, en tant que « blancs », tout en suggérant que s'ils ne le font pas, alors ils seraient indifférents et ce parce que leur couleur de peau diffère.

Si le développement de la *Cancel Culture* peut inquiéter c'est que sous couvert de l'édification d'un monde meilleur sur des sujets sociétaux de premier plan, elle estime – au mépris des conséquences et dérives potentielle – que la fin justifie les moyens.

En se retranchant derrière une posture de parangon de vertu, le risque de la *Cancel Culture* est de se substituer à la justice tout en empêchant – tout du moins en rendant périlleux – toute forme de contre-discours. En cela elle peut s'apparenter à une forme de terrorisme intellectuel. « La philosophie du bien » de la *Cancel Culture* n'est pas alors sans rappeler la phrase de Roland Barthes :

« Le fascisme, ce n'est pas d'empêcher de dire, c'est d'obliger à dire ! ».

### « Cancelled » ou « lynchage en ligne »

La définition la plus proche de ce concept de *Cancelled* est donnée par le Urban Dictionary, il s'agit de renvoyer quelque chose/quelqu'un, de rejeter un individu ou une idée. Comme le pointe le *New York Times* :

« Il y a une hiérarchie pour se retrouver *Cancelled* : des célébrités qui disent des choses que beaucoup de gens trouvent inacceptables, comme Kanye, qui a suggéré que l'esclavage était un choix, ou Shania Twain, qui a dit qu'elle aurait voté pour le président Trump si elle n'était pas une personne canadienne, ont été rejetées (*Cancelled*) en masse ».

Si le *Cancelled* touche prioritairement les personnalités publiques, nul n'est à l'abri d'un lynchage en ligne et de voir sa vie ruinée pour douze mots très maladroits comme le révèle le cas de Justine Sacco [voir article 1] dont j'avais fait l'analyse.

Rappelons-le : c'était en 2013 et cette professionnelle de la communication avait eu la mauvaise idée de tweeter à ses 170 followers :

« Going to Africa. Hope I don't get AIDS. Just kidding. I'm white ! ». (« Je pars pour l'Afrique. J'espère que je ne vais pas attraper le sida. Je plaisante, je suis blanche ! »).

Le second degré ayant été perdu dans le tweet et repris tel quel par d'autres usagers, la jeune femme avait vu sa vie ruinée en l'espace de onze heures de vol.

Ces « adeptes » de la pratique de la *Cancel Culture* sur la toile se font ainsi des bourreaux plus cruels que les cibles qu'ils clouent au pilori de l'Internet.

### Le non-sens de l'argumentation sur la toile

Rappelons-nous ainsi que nombreux réseaux sociaux ne se prêtent pas à l'argumentation. Comment argumenter sur ces sujets de société sensibles que sont « la religion », « la sexualité », « la politique », « le racisme » en 280 signes ?

C'est un non-sens. Comme je le soulignais dans l'ouvrage *Dis, tu t'es vu quand tu tweet*, un réseau comme Twitter ne véhicule bien souvent que des « assertions ».

Nous assistons ainsi régulièrement à des tweet-clash entre politiques, ceux-là mêmes qui appellent de tous leurs vœux à un usage responsable des réseaux sociaux.

C'est un terreau propice au développement de la *Cancel Culture*. L'un des risques de cette pratique est l'accroissement insidieux d'une autocensure des usagers. Cette autocensure a déjà été engagée après la mise en place des lois sur le renseignement.

Exprimer une opinion divergente, plus nuancée, voire contraire à une pensée et/ou comportement imposé par ce type particulier d'*hactivisme* pourra apparaître déraisonnable eu égard aux risques encourus.

Si certains réseaux sociaux ne sont pas des lieux adaptés pour débattre, tout le monde n'a pas le privilège d'avoir accès aux médias traditionnels pour faire une tribune structurée et argumentée. Tout le monde a le droit inaliénable de ne pas adhérer à une pensée et/ou un comportement qui se voudrait unique et de l'exprimer (hormis ce qui sort du cadre de la loi).

### Une culture du cyberharcèlement en hausse en France

C'est ainsi que la *Cancel Culture* apporte sa contribution au cyberharcèlement et à la destruction

de vies. Depuis 2016, Microsoft mesure le niveau d'incivilité et de risques sur le web. Or, d'après les résultats de l'édition 2019, le cyberharcèlement est mondialement en hausse. En France, 62 % des citoyens ont déjà été victimes de cyberharcèlement. Une augmentation de 10 points par rapport à 2018, ce qui fait de l'hexagone le deuxième pays avec la plus forte hausse.

Pour un propos jugé non conforme, une personne pourra se retrouver ainsi *Cancelled*. La cible (individu et/ou organisation) sera considérée comme problématique et à boycotter quoi qu'elle dise. Il s'agira dès lors pour les usagers de choisir leur camp : de préférence celui qui leur a été désigné par ces « nouveaux justiciers »...

### Comment conserver son libre arbitre ?

Une personne, une entreprise, qui a été *Cancelled* par un mouvement de masse peut-elle encore être suivie ? S'il semble de prime abord que c'est à l'utilisateur d'en « décider » in fine, conserve-t-il réellement son libre arbitre ? Quelle est sa marge de manœuvre pour exprimer son désaccord sans risquer de devenir à son tour une cible ?

Nous pouvons saluer ici l'initiative de *Le drenche* du journal Ouest France, qui donne à voir d'une nouvelle forme de lieu de débat :

« Un contexte simple, factuel, court et précis, pour savoir de quoi on parle. Deux tribunes d'avis opposés, chacune rédigée par une personne compétente, légitime et engagée. »

Ce qui pourrait paraître un média traditionnel ne l'est pas tout à fait : le lecteur – doté de la connaissance qu'il a du sujet traité – est invité, en amont de la lecture des tribunes à se positionner : « pour » ou « contre »... Il est par la suite – et après lecture des tribunes – à nouveau invité à se repositionner.

Cette approche ne permet certes pas à tous les internautes de participer (à l'instar des RS) mais de se forger une opinion « plus éclairée ».

C'est là un premier moyen de « lutte » contre la *Cancel Culture* afin d'aborder des sujets sensibles. Il existe aussi une autre manière pour lutter contre la pratique de la *Cancel Culture* : ne pas la pratiquer soi-même.

Source  
France Culture  
Brice Couturier  
6 janvier 2021

## 3. Suicide du professeur Mike Adams, victime de la montée de l'intolérance sur les campus américains

*Professeur à l'Université de Wilmington en Caroline du Nord, mais aussi polémiste assumé, harcelé et menacé sur les réseaux sociaux en raison de son ironie mordante très « politically incorrect », Mike Adams s'est suicidé en juillet dernier. Victime de la cancel culture qui déchire les États-Unis ?*

### Qui était Mike Adams, professeur de criminologie, qui s'est donné la mort le 23 juillet dernier ?

« Mike Adams était un provocateur. Je ne partageais pas ses idées politiques mais il était mon ami » écrit Greg Lukianoff. David French, qui a été son avocat et son ami également, revient sur le parcours de l'enseignant dans un article. Né en 1964, Mike Adams avait été recruté comme professeur de criminologie par l'université de Caroline du Nord à Wilmington en 1993. À l'époque, il était athée et de gauche. Il s'est converti au christianisme après avoir fait la connaissance d'un condamné à mort. Cette conversion a provoqué son adhésion aux thèses conservatrices, notamment sur la question de l'avortement. Et il est devenu un polémiste redouté pour son ironie mordante.

C'est manifestement la raison qui lui a valu le refus, en 2006, de son département de lui accorder la *tenure* qui garantit une position définitive dans les universités. Car ses appréciations étaient excellentes. Mais Mike Adams était un « joyeux guerrier », selon son avocat et ami. Il a décidé de se battre sur le plan juridique pour faire reconnaître ses droits.

Le premier amendement, ont-ils plaidé, reconnaît à n'importe quel citoyen américain – même s'il s'agit d'un enseignant – de publier ses opinions sans être sanctionné pour ce fait dans le déroulement de sa carrière. Après sept années de procès, d'appels et de contre-appels, Adams et son avocat French ont gagné. Et, comme le fait remarquer ce dernier, « en renversant le premier jugement, la Cour d'appel de Virginie a créé un précédent vital, qui protège les libertés universitaires. Elle a sauvé la

carrière de Mike. Elle continue à sauver des carrières aujourd'hui ».

### Tweets provocateurs, menaces, éviction : le scénario fatal

Tant qu'il a limité ses tribunes à la presse conservatrice, Mike Adams a pu continuer à exercer ses fonctions de professeur de criminologie. Mais les choses se sont gâtées lorsqu'il a commencé à utiliser Twitter pour se moquer de ce qui l'énervait. Hostile au confinement, il a tweeté le 28 mai : « Ne fermez pas les universités. Ou alors fermez les départements non essentiels, comme les études féministes. »

Mais enfin, plaide Lukianoff, ce genre de mouche du coche, de provocateur, est une tradition de la culture et surtout de la contre-culture américaine. Et il se souvient d'avoir conseillé à son ami Mike Adams la lecture du livre de Lenny Bruce, *Comment parler vulgairement*. « On pensait à l'époque, poursuit Lukianoff, que les provocateurs, les comédiens et les commentateurs gonflés contribuaient à rendre la société moins auto-complaisante, moins sûre d'elle et même, oui, moins partisane. » Il y a quinze ans, les humoristes à la Bill Maher, qui animait son propre show, *Politically Incorrect*, pouvaient se permettre toutes les audaces.

### L'Amérique en pleine guerre culturelle ?

Cet été, il a fallu que Mike Adams blague sur Tweeter à propos du confinement, en interpellant le gouverneur de Caroline du Nord d'une formule de negro spiritual connue, « Let my people go », pour qu'aussitôt, des listes se forment pour exiger son éviction de son université. Sur les réseaux sociaux et sur son portable, les menaces devenaient plus violentes. L'université qui savait d'expérience que l'homme ne se laissait pas faire, avait payé très cher sa mise à la retraite anticipée, à 55 ans. Mais il n'a pas supporté d'être désigné à la fureur publique comme raciste et misogyne.

« Moi-même, j'ai été bien près de me tuer », révèle Lukianof. C'était en 2007, pris dans les tourments de la guerre culturelle qui déchire l'Amérique. Si vous n'avez jamais été pris entre les feux croisés du pire de la gauche idéologique et du pire de la droite idéologique, vous ne pouvez pas comprendre, conclut le fondateur de FIRE. « J'ai vu des professeurs et des étudiants qui avaient été des amis se traiter soudain comme s'ils avaient été métamorphosés en monstres d'immoralité. » Du jour au lendemain, vous devenez un objet de mépris. Et cela engendre de la paranoïa.

*Nous sommes entrés, semble-t-il, dans une sorte de totalitarisme qui exècre la liberté de parole et punit les gens s'ils révèlent leurs véritables personnalités. C'est pourquoi, sur les réseaux sociaux, les gens se surveillent et se comportent comme des acteurs.*

*Bret Easton Ellis, White*

Source  
Magazine  
Marianne  
12 mars 2021

## 4. Après Pépé le putois, ces sept personnages bientôt sur la sellette de la « cancel culture »

*Accusé de perpétuer la « culture du viol », Pépé le putois a été coupé au montage du film « Space Jam : A New Legacy ». Voici donc quelques autres personnages « problématiques » selon les canons du wokisme.*

**Woke** est un terme apparu durant les années 2010 aux États-Unis, pour décrire un état d'esprit militant et combatif en faveur de la protection des minorités et contre le racisme.



Ça ne sent pas bon pour Pépé le putois. Comme le relevait le site spécialisé américain Deadline ce dimanche 7 mars, la Warner Bros a décidé de couper au montage du prochain film *Space Jam : A New Legacy* la célèbre mouffette des Looney Tunes, archétype du dragueur lourd - au fort accent

français en VO -, harcelant la chatte Pénélope, rebutée par son odeur et ses avances ridicules. Le personnage créé par Chuck Jones en 1945 entretiendrait la « culture du viol » selon ses détracteurs.

Le premier à s'en prendre à Pépé le putois n'est autre qu'un éditorialiste du New York Times, Charles M. Blow, dans un billet consacré à l'éradication du racisme dans la culture. Dans un tweet accompagné d'un extrait des Looney Tunes, il commente : « Les blogs conservateurs m'en veulent parce que j'ai dit que Pépé le putois participait à la culture du viol. Voyons voir dans cette vidéo... Il attrape et embrasse une fille qu'il ne connaît pas, de manière répétée, sans son consentement et contre sa volonté. Elle se débat fortement pour lui échapper, mais il ne la relâche pas. Il verrouille la porte pour l'empêcher de fuir. »

Selon Deadline, la décision de retirer Pépé le putois de la suite de Space Jam a été prise plusieurs mois avant la publication de l'article du New York Times, dans la foulée de l'arrivée du réalisateur Malcolm D. Lee aux commandes du film. Il n'est actuellement pas prévu que le personnage apparaisse dans les « Looney Tunes Cartoons » de Warner Bros ou dans les séries à venir « Bugs Bunny Builders » et « Tweety Mysteries », bien que le personnage n'ait pas été officiellement interdit ou retiré.

### Deux absurdités en une

La scène coupée au montage, tournée en 2019, montrait Pépé remis à sa place après une approche inconvenante par une femme jouée par Greice Santo. L'actrice et chanteuse, elle-même victime de harcèlement sexuel, a déploré cette modification. Alors que Pépé le putois expliquait être sous le coup d'une ordonnance d'éloignement de Pénélope, le basketteur LeBron James, successeur de Michael Jordan dans l'équipe de basket hybride humain-toons de Space Jam, faisait remarquer que le contact physique avec autrui devait être consenti.

La décision est donc doublement absurde : d'abord parce qu'il n'est jamais question, dans les dessins animés originaux, de rire avec Pépé le putois, mais toujours de lui - nauséabond, au propre comme au figuré, ses tentatives finissent toujours par des échecs ridicules -, ensuite parce que la scène caviardée servait justement à faire passer un message clair sur les atteintes sexuelles.

Récemment, des classiques tels qu'Autant en emporte le vent, Peter Pan, Les Aristochats et Dumbo ont fait l'objet d'avertissements de contenu, ont été retirés ou reclassés sur les plateformes de streaming, pour des éléments jugés « problématiques » au regard des canons « woke ». Pépé le putois n'est pas le premier personnage de dessins animés ou de bande dessinée à subir les assauts de cette vision radicale du progressisme : l'épicier indien Apu, des Simpson, avait ainsi été retiré de la série en raison des stéréotypes qu'il véhiculait. Il y a dix ans, les Schtroumpfs étaient quant à eux taxés d'être racistes et sexistes. Qui seront les prochains personnages à subir la « cancel culture » ? Voici nos pronostics.

### 1. Eric Cartman, de South Park

Il est raciste, homophobe, violent, misogyne, antisémite, classiste, validiste, transphobe, islamophobe. Tout ce qui peut, de près ou de loin, offenser quelqu'un, a été dit ou fait par Eric Cartman, gamin tyrannique et réactionnaire en guerre contre ces "putains de hippies". Fort heureusement, les créateurs de South Park, cousins américains de l'esprit Charlie, sont habitués aux polémiques et ne s'en laissent pas compter.

### 2. Vil Coyote

Il n'a qu'un but dans la vie : manger Bip Bip. Vil Coyote est un stalker violent, qui multiplie les passages à l'acte pour tenter de tuer l'oiseau sprinteur. Une banalisation de la violence et du harcèlement incompatible avec le bon développement mental des jeunes téléspectateurs. Et tant pis si, comme Pépé le putois, Coyote est un « loser » dont les pièges biscornus se retournent systématiquement contre lui.

### 3. Le loup de Tex Avery

Créé en 1942, Wolfy, le loup de Tex Avery, fait partie de l'imaginaire collectif : ses réactions face à la gent féminine, les yeux exorbités et la langue tirée, pourraient lui valoir un hashtag « balancetonloup ». Imité par Jim Carrey dans The Mask, le comportement du loup de Tex Avery, qui n'hésite pas à hurler, siffler et taper du poing sur la table, s'apparente à du harcèlement. Heureusement, le loup, originellement apparu comme une caricature d'Adolf Hitler, perd toujours à la fin.

#### 4. Le Marsupilami

Dans l'œuvre de Franquin et ses adaptations en dessins animés, les rôles sont clairs : le mâle se castagne, la femelle reste au nid et s'occupe du foyer. Le marsupilami mâle a le courage, la force et la protection du territoire, sa marsupilamie a la grâce, la douceur et prend bien soin de décorer son intérieur. Une vision genrée hétéronormée digne des années 50, décennie pendant laquelle l'animal exotique bondissant a justement été créé.

#### 5. Ralph Wiggum, des Simpson

Ralph est simplet. Quand il ne se colle pas l'oreille à l'épaule en classe, il se prend pour un train de marchandises ou fait ami-ami avec une méduse. « Je suis spécial ! », clame Ralph, sans vraiment comprendre ce que cela implique. Pas plus que son père, le chef de la police, qui explique : « C'est un gamin incroyable, toutes les écoles spécialisées se l'arrachent ». La déficience mentale de ce pauvre enfant est l'occasion de nombreux gags des auteurs validistes des Simpson, qu'il conviendrait de supprimer afin de ne pas perpétuer cette oppression.

#### 6. Les fous du volant

Onze candidats, une seule femme : les fous du volant, créés en 1968, ne sont pas vraiment un exemple en matière de parité. Seule la voiture numéro 5, la Compact PussyCat, est pilotée par une femme, en la personne de Pénélope Jolicœur. Et sa voiture est rose, par-dessus le marché. À quand un remake façon SOS fantômes, avec un casting entièrement féminin ?

#### 7. Jessica Rabbit

Dans *Qui veut la peau de Roger Rabbit* film culte mélangeant animation et « live action », Jessica Rabbit représente le stéréotype de la pin-up hypersexualisée, femme fatale prête à vampirer les hommes tombés sous son charme. Une vision de la femme relevant du fantasme viriliste, reléguant Jessica Rabbit au rang de simple objet du désir masculin, et véhiculant des normes de beauté oppressives. Et tant pis si, dans le film, Jessica Rabbit est bien plus qu'une bimbo.